



## Parlement de la Cédéao

## Le coût du transport aérien au menu d'une réunion délocalisée à Lomé

Les députés du Parlement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) sont réunis à Lomé jusqu'à vendredi prochain. C'est dans le cadre de la deuxième réunion délocalisée de l'année 2025 de l'institution communautaire.



PAGE 3

## POLITIQUE



Togo/Démocratie

## La légitimité institutionnelle ne dépend pas de l'unanimité

Le weekend dernier, le monde entier a pu se rendre compte de la mobilisation du peuple togolais pour soutenir l'installation définitive des institutions de la République. Un an auparavant, le peuple avait massivement ...

PAGE 4

## PRODUITS FNFI



Echos des bénéficiaires

**"Je peux affirmer aujourd'hui que le FNFI a contribué à mon autonomie financière", Elias N'tsougan, peintre automobile et bénéficiaire du produit AJSEF**

PAGE 2



## Atelier Africa LEADS à Lomé

## Maximiser l'impact des projets d'investissement sur les populations

Lomé abrite depuis le lundi 5 mai 2025, un atelier régional Africa LEADS sur l'évaluation d'impact des projets et programmes d'investissement financés par le Groupe de la Banque mondiale en Afrique de l'Ouest et du Centre. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le président de l'Assemblée nationale, Kodjo Adédzé ...

PAGE 3

## DERNIERES HEURES

### Lomé : l'alerte silencieuse des eaux empoisonnées

Les habitants de Tokoin Casablanca, quartier populaire de Lomé, ont assisté à un spectacle glaçant : des centaines de poissons sans vie, flottant à la surface du bassin de rétention des eaux pluviales. Une image saisissante, presque irréaliste, qui a aussitôt déclenché l'alerte des autorités.

Le gouvernement togolais, réagissant avec promptitude, a confirmé la découverte d'une « importante quantité de poissons morts » dans le bassin. Le ministère de la Santé, en coordination avec les services compétents, a procédé à « l'enlèvement et à l'incinération des poissons », afin de prévenir tout risque sanitaire.

Un « cordon de sécurité » a été mis en place pour éviter toute tentative de récupération. Car derrière cette hécatombe aquatique se cache une possible menace invisible. Une enquête est en cours, appuyée par des analyses « toxicologiques et chimiques » pour identifier l'origine du phénomène.

En attendant, l'exécutif appelle la population à « une extrême vigilance ». Le mot est pesé, grave. Il s'agit d'éviter toute « consommation hasardeuse de ces poissons » qui pourrait entraîner « des toxi-infections, dont les vomissements, les empoisonnements, les coliques, des diarrhées ». Un avertissement clair, dans un contexte où les circuits d'approvisionnement en produits halieutiques restent parfois opaques.

PAGE 3

# Mégas Kozoooh

Pour en faire plus et avoir la possibilité de gagner 200% de bonus et des smartphones

yas.tg

#Alèz



yas

600F

700Mo

3 jours

\*909\*216#



## SOMMAIRE

Téléphonie mobile  
L'Arcep au contact des usagers



P 5

Togo  
Résultats et défis des droits sociaux humains



P 6&amp;7

RDC/ Politique  
Le FCC alerte : « On tente de faire tomber Joseph Kabila par la ruse politique »



P 9

## Echos des bénéficiaires des produits FNFI

## “Je peux affirmer qu’aujourd’hui le FNFI a contribué à mon autonomie financière”, Elias N’tsougan, peintre automobile et bénéficiaire du produit AJSEF

Pour ce premier numéro de la semaine de votre rubrique quotidienne “Echos des bénéficiaires des produits FNFI”, Togo Matin reste à Lomé pour partager avec vous les témoignages d’un jeune artisan, la quarantaine qui après tant d’années d’efforts et de sacrifices est désormais patron de son atelier de peinture auto. Elias N’TSOUGAN dit haut et fort à qui veut l’entendre que la réussite se trouve au bout de l’effort. Retour sur le parcours de ce quarantenaire qui à crée aujourd’hui deux emplois indirects...



## Elias N’tougan

Son rêve depuis sa tendre enfance était de devenir un chauffeur de taxi, et pour cause à force de regarder son papa conduire à longueur de journée, il lui est venu à l’esprit d’emboîter le pas à son géniteur. Mais au fil des années, celui qui est surnommé affectueusement dans son

quartier Eli se trouve une autre vocation, la peinture auto. Pas très étonnant pour celui dont la voiture a toujours constitué un rêve de jeunesse.

“ Quand j’ai donc décidé de me former en peinture auto, je dois avouer que ça n’a pas très surpris ni ma

famille ni mon entourage, car j’étais très porté vers tout ce qui se rapportait à l’automobile. J’ai donc décidé de m’inscrire dans un centre de formation, centre d’où je suis sorti à l’issue de deux années nanties d’un Certificat d’Aptitude Professionnelle. Une fois ma formation

achevée, il était de bon ton que je puisse me prendre en mains en exerçant pour mon compte une activité. Je devais pour cela ouvrir mon atelier.

Il est vrai que j’avais de petites économies, mais il m’en fallait davantage si je voulais mettre sur pieds mon atelier et l’équiper par la même occasion. Je me suis alors mis à chercher les voies et moyens qui étaient possibles pour moi de pouvoir contracter un microcrédit. C’est donc dans mes tentatives que j’ai été informé de la possibilité pour moi de contracter le produit AJSEF du FNFI. Très vite, je me suis rendu auprès de PADES Microfinance pour me renseigner davantage sur les conditions que je devais remplir pour prétendre obtenir le crédit.

Je dois avouer que le FNFI a vraiment simplifié toutes les formalités pour permettre aux bénéficiaires potentiels de pouvoir avoir le crédit dans les délais impartis afin de leur permettre d’aller de

l’avant dans la réalisation de leurs rêves.”

C’est justement pour faciliter l’obtention des microcrédits que le FNFI depuis 2014 a noué un partenariat très soudé avec 26 Prestataires de Services Financiers, sur la base du principe du faire faire.

“Une fois que j’ai obtenu le crédit AJSEF d’un montant de 100.000 FCFA que j’ai cumulé avec mes petites économies d’alors, j’ai alors fait ce petit hangar et acquis les premiers kits d’outillage qui me permettent aujourd’hui de pouvoir débiter mes travaux. Comme vous le voyez actuellement, je suis en train de retaper une voiture, et je peux rendre grâce à Dieu que j’ai un début de bonne clientèle.

Tout est dans la manière dont on est courtois avec ses clients mais aussi et surtout dans la manière dont nous rendons nos prestations. Je peux affirmer qu’aujourd’hui le FNFI a contribué à mon autonomie financière.”

Ceci est un programme du ministère chargé de l’inclusion financière et de l’organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC  
Edité par DIRECT MEDIA RCCM  
N° TG\_LOM 2015 B 1045  
BP : 30117 Lomé - Togo  
Tél : (+228) 97 87 12 42  
Facebook: togomatin  
E-mail : atogomatin@gmail.com  
Site web: www.togomatin.tg  
Tw: @togomatin1  
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :  
Motchosso Kodolakina  
Secrétaire de rédaction :  
Edy Alley

Responsable web:  
Carlos Amevor

Comité de rédaction:  
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima  
Edem Dadzie  
Luc Biova  
Rachid Zakari

Responsable administrative, financière  
et commerciale:  
AMAH Essognim

Graphiste:  
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution: TogoMatin  
Tirage: (2000 exemplaires)

## Atelier Africa LEADS à Lomé

## Maximiser l'impact des projets d'investissement sur les populations

Lomé abrite depuis le lundi 5 mai 2025, un atelier régional Africa LEADS sur l'évaluation d'impact des projets et programmes d'investissement financés par le Groupe de la Banque mondiale en Afrique de l'Ouest et du Centre. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le président de l'Assemblée nationale, Kodjo Adédzè, représentant le président du Conseil, chef du gouvernement, Faure Gnassingbé.

Organisée avec l'appui de la Banque mondiale, cette rencontre de haut niveau réunit des praticiens du développement, des économistes, des chercheurs, des responsables de projets et des partenaires techniques et financiers. L'objectif majeur est de maximiser l'impact des projets d'investissement sur les conditions de vie des populations et d'asseoir une culture de performance au sein des politiques publiques africaines.

Durant cinq jours, les participants vont réfléchir autour de thématiques stratégiques telles que la sécurité alimentaire et hydrique, la mobilisation des recettes intérieures, l'éducation et le développement des compétences, l'énergie, mais aussi la résilience face aux conflits, l'équité genre, l'inclusion numérique et l'emploi.

Au nom du président du Conseil, le chef de la représentation nationale a transmis la reconnaissance du peuple togolais à la Banque mondiale pour le choix de Lomé, ville emblématique de paix et de dialogue, pour abriter cette

rencontre stratégique.

« Le Togo place l'évaluation d'impact au centre de ses priorités. Dans cette optique, le suivi et l'évaluation, considérés comme des outils essentiels pour vérifier et améliorer la qualité, l'efficacité et l'efficience des projets et programmes à différentes étapes de leur mise en œuvre, occupent une position clé dans l'élaboration et l'exécution de la Feuille de route gouvernementale 2025 », a-t-il déclaré.

« Ce plan vise à faire du Togo une nation moderne et pacifique, portée par une croissance inclusive et durable. Pour assurer le suivi efficace de cette Feuille de route, un dispositif structuré sur quatre niveaux a été instauré. Celui-ci comprend un Comité ministériel, un Comité de suivi interministériel, un Comité de pilotage et un séminaire gouvernemental », a expliqué Kodjo Adédzè.

« Le choix de Lomé constitue une marque de distinction de notre pays et reflète la confiance que vous accordez à notre engagement pour un développement axé sur les résultats, porté par l'innovation et visant un impact durable. Que Lomé soit alors pour vous le berceau d'idées innovantes, un espace où se forment des analyses éclairées et s'épanouit une vision commune pour un développement durable et harmonieux de nos nations. Que chaque réflexion, chaque échange et chaque



Les officiels durant la cérémonie d'ouverture

décision s'enracinent dans l'objectif noble d'améliorer les conditions de vie de nos enfants, de nos familles et de nos communautés », a-t-il indiqué.

M. Adédzè a souligné que les différents projets et programmes de développement mis en œuvre ces dernières années affichent des résultats tangibles. La baisse continue du taux de pauvreté monétaire (de 55,1% en 2015 à 43,8% en 2021), l'amélioration de l'accès à l'eau potable (83% des ménages), à l'électricité (70,3%), la réduction de la mortalité infantile (de 124 à 58 pour 1 000 naissances) et l'amélioration de l'indice de développement humain (de 0,539 en 2021 à 0,547 en 2024).

Il a aussi évoqué le renforcement du partenariat avec la Banque mondiale, dont les engagements envers le Togo sont passés de 174 millions de dollars en 2017 à plus de 1,5 milliard de dollars en 2025. Le nouveau Cadre

de partenariat pays 2025-2029, signé en mai 2024, prévoit plus de 900 milliards F CFA d'investissements dans l'agriculture, l'énergie, les infrastructures, la connectivité numérique et le développement des villes secondaires. Il repose sur trois axes clés : l'emploi, le capital humain et le développement territorial inclusif.

Cette évolution du portefeuille impose plus de rigueur, de réactivité et de professionnalisme dans l'exécution des projets, en particulier de la part des coordonnateurs de projets. « Vous êtes des acteurs essentiels dans ce processus d'exécution et de suivi-évaluation. Il est de votre responsabilité primordiale de garantir l'atteinte des résultats visés par chaque projet », a affirmé Kodjo Adédzè.

« Je vous invite donc à faire preuve de diligence, de rigueur, d'anticipation et de réactivité dans la conduite des actions. De même, la gestion rationnelle des

ressources et le respect strict des délais doivent demeurer une priorité absolue », a martelé le président de l'Assemblée nationale.

En accueillant cette rencontre stratégique, le Togo s'affirme comme un acteur engagé dans la gouvernance moderne et la transparence des politiques publiques. L'atelier Africa LEADS incarne une volonté commune de bâtir des États plus efficaces, mieux outillés pour répondre aux aspirations profondes des peuples africains.

Ousmane Diagana, vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, a reconnu que le choix de Lomé est lié à l'exemplarité du Togo. Avec le soutien de ses partenaires, et sous l'impulsion du président du Conseil, le pays entend poursuivre sa marche résolue vers un développement durable, inclusif et résilient.

**Edem Dadzie**

## Parlement de la Cédéao

## Le coût du transport aérien au menu d'une réunion délocalisée à Lomé

Les députés du Parlement de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) sont réunis à Lomé jusqu'à vendredi prochain. C'est dans le cadre de la deuxième réunion délocalisée de l'année 2025 de l'institution communautaire.

Dans son discours d'ouverture, la présidente du Parlement de la Cédéao, Hadja Mémounatou Ibrahima, a exprimé sa gratitude aux autorités togolaises ; en particulier au président du Conseil, chef du gouvernement, Faure Gnassingbé. Le thème

de la rencontre est : « le transport aérien comme moyen d'intégration des peuples ouest africains, stratégie de réduction des coûts des billets d'avion ».

Ce thème reflète une problématique majeure à laquelle sont confrontées les populations. Les coûts prohibitifs des voyages aériens entre les différents pays, entravent la libre circulation des personnes et des biens, et compromettent l'ambition des dirigeants de réaliser l'intégration régionale. « En choisissant Lomé pour

traiter de ce thème, nous faisons le bon choix. C'est le pays dont le président du Conseil a été désigné par ses pairs, champion du Marché unique du transport aérien africain (Mutaa) », a déclaré Mémounatou Ibrahima.

« Votre présence parmi nous illustre clairement votre engagement sans faille, à renforcer notre intégration régionale, non seulement à travers les textes, mais surtout au moyen d'actions concrètes et significatives. Le choix

du Togo témoigne d'une confiance mutuelle et d'un contexte national propice à l'approfondissement de l'intégration sous régionale, alors que notre pays entre dans une nouvelle ère institutionnelle », a affirmé l'honorable Ayao Dzeke, 4ème vice-président de l'Assemblée nationale du Togo, et représentant du président de l'Assemblée nationale Kodjo Adédzè.

Le transport aérien est un levier incontournable du développement, et de l'intégration sous

régionale. Il favorise les échanges commerciaux, stimule le tourisme, renforce les liens culturels et sociaux, et contribue à la croissance de nos économies. « En réalité, il n'y a point de libre circulation sans facilitation des transports », a relevé Mémounatou Ibrahima. L'Afrique de l'Ouest représente environ 54% des mouvements aériens enregistrés dans la région, avec pas moins de 40 aéroports internationaux dont l'Aéroport ...

Suite à la page 4

Parlement de la Cédéao **Suite de la page 3**

## Le coût du transport aérien au menu d'une réunion délocalisée à Lomé



...international Gnassingbé Eyadema (AIGE) de Lomé ; et de Moutala Mohamed à Lagos.

Ces infrastructures contribuent aux budgets des Etats de plusieurs manières : les redevances

d'atterrissage, les taxes sur les billets d'avion, les taxes de sécurité, les taxes non liées à l'aviation, et les revenus provenant des activités commerciales dans les aéroports. Ce sont malheureusement ces

redevances qui rendent les coûts des transports prohibitifs dans l'espace Cédéao.

L'on identifie certains facteurs qui sont à la base de l'élévation des coûts des transports aériens dans la région : fiscalité excessive, redevances aéroportuaires élevées, fragmentation du marché aérien avec des compagnies aériennes opérant de manière isolée plutôt qu'en synergie, manque d'infrastructures modernes et adaptées aux besoins du transport aérien, faible application des accords de libéralisation du ciel africain (notamment la Déclaration de



Yamoussoukro).

La présidente du Parlement de la Cédéao recommande à ses collègues députés d'explorer des solutions viables et durables. Il faudra formuler des recommandations fortes

aux Etats membres, et aux institutions compétentes afin d'assurer la mise en place d'un cadre favorable à un transport aérien plus accessible et plus efficace.

**E. Dadzie**

### Togo/Démocratie

## La légitimité institutionnelle ne dépend pas de l'unanimité

**Le weekend dernier, le monde entier a pu se rendre compte de la mobilisation du peuple togolais pour soutenir l'installation définitive des institutions de la République. Un an auparavant, le peuple avait massivement donné son accord dans les urnes en faveur de cette réforme historique. Mais, fallait-il que tous les Togolais unanimement soient d'accord sur cette évolution ?**

L'adoption de la Vème République togolaise s'inscrit dans un processus de réforme institutionnelle continue. Il ne s'agit pas d'un basculement improvisé, mais d'une adaptation responsable du cadre constitutionnel aux exigences contemporaines de gouvernance. À l'instar

développement, stabilité. Ces choix ne sont pas arbitraires, ils répondent à une vision stratégique du rôle de l'État dans un environnement en profonde mutation.

Que certains citoyens, partis ou analystes expriment des réserves ou des critiques à l'égard de la

canaux institutionnels et constitutionnels.

Observons objectivement les grandes démocraties occidentales : aux États-Unis, en France, au Royaume-Uni, en Allemagne... À aucun moment un président ou un Premier ministre ne gouverne avec l'unanimité. Même les réformes les plus fondamentales, qu'il s'agisse des retraites, de la décentralisation, ou des lois budgétaires, rencontrent toujours une part de contestation. Et c'est parfaitement normal. Ce constat vaut aussi pour les grandes figures politiques : aucun dirigeant élu démocratiquement ne fait l'unanimité de son vivant. C'est pourquoi l'objectif, dans une démocratie, n'est pas de plaire à tous, mais de construire des majorités cohérentes, de respecter les textes et d'assumer une vision de long terme.

La transition vers la Vème République a été portée par les institutions nationales légitimes. Le Parlement, représentant légal du peuple, a exercé sa compétence souveraine en révisant la Constitution dans les formes prévues par le droit.

La Cour constitutionnelle a été saisie. Aucune irrégularité juridique n'a été relevée. C'est donc une réforme pleinement légale, portée par les mécanismes

de la démocratie représentative. On ne peut pas dénier à une réforme sa légitimité simplement parce qu'elle ne fait pas consensus. Si tel était le critère de validité d'une réforme, alors aucune transformation politique ne serait jamais possible.

L'histoire jugera les réformes non pas à l'aune des oppositions immédiates, mais à partir de leurs effets à long terme : sur la stabilité, sur le développement économique, sur le rôle de l'État, sur l'amélioration de la gouvernance. Les grandes réformes sont souvent contestées à leur naissance, mais reconnues par la suite comme nécessaires. L'essentiel est de garder le cap, dans le respect de la légalité et de l'intérêt général.

Le rôle d'un républicain n'est pas de chercher l'unanimité, mais de garantir un cadre démocratique où les divergences peuvent s'exprimer dans le respect de la loi. La Vème République togolaise n'est pas l'imposition d'un modèle : c'est la structuration d'une vision politique mûrie, légalement construite et tournée vers la stabilité. Aujourd'hui, la priorité est de gouverner avec responsabilité, de bâtir une vision à long terme et de garantir aux citoyens un État fort, stable et efficace.

**TM**



**Faure Gnassingbé, président du Conseil (à droite) saluant les troupes**

Dans les systèmes démocratiques, l'unanimité n'est ni recherchée ni souhaitée. Ce n'est pas un idéal démocratique, mais un symptôme d'unanimisme, qui nie par nature le pluralisme des opinions. Ce qui fonde un régime démocratique, c'est la règle de la majorité, dans le respect des droits des minorités. La légitimité institutionnelle ne dépend donc pas de l'unanimité, mais du respect des procédures, de la libre participation des citoyens et du jeu équilibré entre pouvoirs.

d'autres Républiques dans le monde, cette réforme introduit une clarification des rôles entre les institutions, renforce la stabilité du pouvoir exécutif tout en maintenant les équilibres fondamentaux, et ouvre une nouvelle séquence dans la trajectoire politique du pays.

En somme, c'est une réforme de consolidation, non de confiscation. Les changements introduits visent à mieux articuler leadership politique et efficacité institutionnelle dans un contexte national et régional marqué par des défis multiples : sécurité,

Vème République est non seulement légitime, mais sain dans une démocratie. C'est la preuve que la parole est libre et que les institutions n'exercent pas de monopole idéologique. Mais l'existence d'une opposition ne saurait être interprétée comme une crise de légitimité.

Le débat d'idées n'est pas une anomalie, c'est une expression normale de la vie démocratique. Dans cet esprit, l'absence d'unanimité ne doit pas être instrumentalisée pour discréditer une réforme qui a respecté les

## Umoa-Titres

## Le Togo cherche 20 milliards FCFA pour boucler son budget

**Le Togo s'apprête une fois encore à solliciter les investisseurs du marché financier régional. Le 9 mai prochain, le pays tentera de lever 20 milliards FCFA à travers une émission de Bons assimilables du Trésor (BAT). Une opération cruciale, dans une stratégie budgétaire finement orchestrée.**

Ce nouveau rendez-vous avec les investisseurs s'inscrit dans la mécanique bien huilée du Trésor public togolais. Les titres proposés, « d'une valeur nominale d'un million FCFA », sont assortis de « maturités de 182 et 364 jours », à taux multiples. L'ambition est de : « combler le gap de financement du budget national pour l'exercice

2025 », chiffré à 2397 milliards FCFA.

Depuis janvier, le pays a déjà récolté 165,5 milliards FCFA, soit la moitié de son objectif annuel fixé à 332 milliards. Cette émission vient ainsi s'ajouter aux efforts déployés par le Togo pour atteindre les 75 milliards ciblés au second trimestre.

Une levée de fonds, oui, mais aussi un signal. Le Togo confirme sa discipline financière et son ancrage dans l'Union monétaire ouest-africaine. Une rigueur budgétaire qui inspire confiance.

**E. A** Centre administratif, économique et financier de Lomé



## Togo

## Eximbank Chine, le créancier en tête du podium à fin 2024

**Eximbank Chine marque de son empreinte l'économie togolaise. À la fin de l'année 2024, la puissante institution asiatique s'est hissée au rang de principal créancier commercial du Togo. Avec une part de 36,46 % dans le portefeuille de la dette commerciale, elle surpasse de loin ses concurrents américains, français, japonais et même indiens.**

Derrière elle, des noms familiers : Cargill Financial (17,33 %), Société Générale (10,96 %), Bank of Tokyo-MUFG (10,83 %), Eximbank Inde (7,7 %). Un jeu d'équilibristes entre continents, où Pékin occupe la première marche du podium.

l'endettement grimpe : le taux d'intérêt implicite est passé de 3,79 % à 4,14 % en un an, effet direct d'un marché commercial devenu plus féroce.

Dans ce contexte tendu, l'exécutif togolais entend bien privilégier

## Téléphonie mobile

## L'Arcep au contact des usagers

**À partir du 19 mai, l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) entame une nouvelle campagne d'écoute. Elle lance une enquête nationale de satisfaction client, qui s'étendra jusqu'au 8 juin. L'objectif est de prendre le pouls des utilisateurs et sonder la qualité des services offerts par les opérateurs de téléphonie mobile.**

« La couverture réseau, la qualité des appels ainsi que la performance de l'internet mobile » seront passées au crible, selon les termes du communiqué officiel. Un échantillon représentatif d'usagers sera interrogé par téléphone, dans tout le pays. L'approche est simple, mais l'enjeu est considérable.

Ce rituel, devenu régulier, ne relève pas du simple exercice de style. L'Arcep s'en sert comme d'un baromètre citoyen, pour ajuster le tir et maintenir les opérateurs sous surveillance. « Il y a quelques années, une enquête avait permis de mettre en lumière plusieurs insuffisances », rappelle l'institution.

En étant attentif aux consommateurs, l'Arcep pose un acte de démocratie technologique. Car derrière chaque appel coupé ou chaque téléchargement



**Siège social (Arcep)**

interminable, il y a un client qui mérite mieux. Cette enquête est donc bien plus qu'un sondage : c'est un signal.

**Edy Alley**



Le rapport annuel sur la dette publique, récemment publié par le ministère de l'Économie et des Finances, lève le voile sur une réalité stratégique : sur un encours de dette extérieure estimé à 1785,17 milliards FCFA, la composante commerciale atteint 567,79 milliards FCFA, soit près d'un tiers de l'ensemble. Un tiers... et la Chine en détient plus du tiers.

Mais ce tableau ne serait pas complet sans évoquer les ombres au plafond. La dette publique du Togo représente désormais 69,16 % du PIB, soit plus de 4217 milliards FCFA. Le pays est donc prudent dans ses choix. Et le ministère ne cache pas ses inquiétudes : des risques de refinancement liés à la maturité courte de la dette intérieure sont identifiés. Plus encore, le coût de

des ressources concessionnelles, plus douces, moins risquées. Mais pourra-t-il se détourner d'un partenaire aussi central que la Chine ? Rien n'est moins sûr. Le Togo joue ainsi une partition délicate. Entre besoins pressants et souveraineté fragile, chaque ligne de crédit est un enjeu décisif de développement.

**E. A**

## Togo

# Résultats et défis des droits sociaux humains

**Les droits de l'Homme, aussi appelés droits humains ou droits de la personne, sont un concept selon lequel « tout être humain possède des droits universels, inaliénables, quel que soit le droit en vigueur ou d'autres facteurs locaux tels que l'ethnie, la nationalité ou la religion ». Pour faire respecter les droits de l'Homme dans le domaine social, plusieurs mécanismes sont mis en place au Togo.**

Le Togo attache vraiment un grand prix aux droits de l'Homme inhérents à tous les êtres humains et qui reposent sur le respect de la dignité et la valeur de chaque personne. Juridiquement, il existe plusieurs outils qui promeuvent le bien-être des personnes vulnérables sur le territoire. Sur le plan social et économique, des mécanismes sont mis en place dont l'un est le projet d'opportunités d'Emploi pour les jeunes vulnérables (EJV).

En quatre ans d'activités, 14 415 jeunes bénéficiaires ont été enregistrés. Parmi eux, 14 023 personnes ont

microprojets sont réalisés à travers les Travaux à haute intensité de main-d'œuvre (Thimo). EJV a été financé à hauteur de 09 milliards de francs CFA.

Un rapport de la CIPD+30 et de la DAAPD+10 a été validé à Lomé en mi-août 2023, faisant suite à l'engagement du Togo à Addis-Abeba pour la population et le développement. Le point fait mention des progrès significatifs réalisés par le pays au cours des 10 dernières années en matière de la sécurité, de respect des droits humains, d'égalité et d'équité. Il y a également un mieux-être dans les domaines de l'éducation, de l'autonomisation des femmes, de la lutte contre les violences basées sur le genre, de la promotion de la jeunesse et de l'insertion professionnelle, et surtout de la prise en charge des personnes vulnérables.

## Droits humains : quoi de notables ?

Plusieurs programmes, initiatives sociales ou

Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD+30) et de la révision décennale du plan d'action de la Déclaration d'Addis-

l'équité.

L'état des lieux est également satisfaisant dans les domaines de l'éducation, de

depuis près d'une décennie le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) est caractéristique de la pertinence de la politique d'inclusion



Abeba sur la population et le développement (DAAPD+10), validé en mi-août 2023. Le rapport intervient 10 ans après l'engagement d'Addis-Abeba pour la population et le développement. Il permet d'examiner les progrès enregistrés, les réalisations, les défis ainsi

l'autonomisation des femmes, de la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) et des mutilations génitales féminines. Le pays peut par ailleurs se targuer de bien promouvoir la jeunesse et de faciliter l'insertion professionnelle ainsi que la prise en charge des personnes vulnérables. Par-dessus tout, sur le plan politique, il y a eu un renforcement de la démocratie ainsi qu'une représentativité active des femmes dans l'action gouvernementale et parlementaire. Ces dernières années, on estime la part de femmes dans les fonctions dirigeantes à au moins 70%. Selon le rapport "les Femmes, l'entreprise et le droit 2020" de la Banque mondiale, les femmes au Togo se voient accorder 84% des droits reconnus aux hommes. Jusqu'à un passé récent, la tête de l'Assemblée nationale et le poste de Premier ministre étaient occupés par des femmes, ce qui n'était jamais arrivé dans l'histoire sociopolitique du pays.

## Fonds de relance pour tonifier les activités socioéconomiques

Le succès que connaît

financière au Togo. Le gouvernement stimule le développement à travers ces aides décisives pour toutes les couches socioprofessionnelles. Le FNFI est un mécanisme de financement qui renforce les capacités financières et opérationnelles des prestataires de services financiers (PSF) décentralisés. Il satisfait les besoins de produits financiers de proximité, exprimés par les communautés n'ayant pas accès à des services financiers classiques. De son lancement en 2014 à 2024, ce sont plus de 109 milliards de francs CFA de crédits qui ont été octroyés à plus de 1,8 million de personnes par le Fonds national de la finance inclusive (FNFI).

À côté d'Agrifef, Ajsef ou encore Apsef, sont des produits initiés par le FNFI. Lancé en 2020, ce Fonds, selon les aspirations du gouvernement ambitionne renforcer la résilience des entreprises dont les activités économiques ont été impactées par la pandémie de la Covid-19. La dotation financière y relative est de 20 milliards de francs. Les bénéficiaires (pouvant être issus de tous les

élaboré leur plan d'affaires et 13 135 jeunes ont eu droit à une subvention de 60 000 francs CFA pour démarrer ou étendre leurs activités génératrices de revenus. Aussi, 225 centres d'alphabétisation fonctionnelle ont été créés, permettant de former 6 884 jeunes. 200

outils sont promus par les officiels pour que les droits humains ne soient pas piétinés, qu'il s'agisse de ceux des enfants ; des femmes ; des personnes âgées, handicapées, pauvres et donc vulnérables, etc. Il s'agit de celui du programme d'action de la

que les contraintes et les leçons apprises depuis 2014. Sur la décennie 2014-2023, le rapport susmentionné indique que des progrès vraiment significatifs ont été réalisés par le Togo en ce qui concerne la sécurité, le respect des droits humains, de l'égalité et de



secteurs d'activités) peuvent avoir droit jusqu'à 10 millions de francs à 5 % de taux d'intérêt.

Moins de 03 ans après son lancement, l'engouement qu'il suscite auprès des opérateurs économiques se traduit par un bilan de 1,16 milliard de crédits déjà débloqués.

Sur l'ensemble du territoire, surtout auprès des agents économiques exclus du système financier classique, le produit solidifie les capacités financières et les possibilités de croissance d'activité. Le FNFI enregistre un taux global de remboursement de 95 % ; ce qui témoigne aussi de la contribution du mécanisme à la performance financière des bénéficiaires.

**Retombées économiques**  
C'est en définitive le vœu d'une croissance économique inclusive et

le gouvernement. Pour maintenir la progression, les pouvoirs publics se fixent des caps. Il est question de toucher d'ici à 2025 au moins 225 000 bénéficiaires supplémentaires dans tout le pays, avec les différents produits qui sont une quinzaine aujourd'hui.

Une revue nationale de mise en œuvre des réformes au premier semestre a été faite en 2023 à Lomé. Les principales conclusions tirées montrent que le Togo est sur la bonne voie dans son processus d'amélioration du bien-être. Il ressort que les activités des réformes ont atteint un taux d'exécution physique des réformes ministérielles et institutionnelles s'établissant à 73,8 %, contre 65,5 % pour l'exécution financière en 2024. Elles boostent la croissance économique et touchent la gestion

numérique, le foncier, l'environnement, la décentralisation, l'emploi, le social avec un accent sur le développement du secteur privé.

autant de prouesses qui sont confirmées par les résultats de l'évaluation des politiques et des institutions (CPIA) de la Banque mondiale. Depuis

(2021) à 66,65% (2023). Malgré cette avancée, le pays reste en deçà du seuil de soutenabilité de l'Uemoa, fixé à 70% du PIB au sein de l'espace



Grâce à cet élan de modernisation, le pays connaît une amélioration du fonctionnement et de la performance de chaque secteur socioéconomique,

2016, le Togo a de meilleures progressions dans ces évaluations, passant de 3 à 3,7 % en 2022, soit un gain de 0,7 point. Les réformes ont permis au Togo d'enregistrer une évolution favorable de la conjoncture économique sur les 04 premiers mois de l'année. Ainsi, le Produit intérieur brut (PIB) est passé à 6,6 % en 2023, contre 5,8 % en 2022 et 6 % en 2021.

De plus, en mars 2025, le taux d'inflation annuel moyen ressort à 2,7 %, très légèrement en dessous du mois précédent (2,8 %). Durant les cinq dernières années, de 2019 à 2023, la dette togolaise est passée de 2197,7 milliards FCFA à 3707,8 milliards, marquant une évolution continue sur la période. Sur la période 2021 et 2023, le ratio dette/PIB est ainsi passé de 63%

communautaire.

La réalisation de ces réformes est possible grâce à la solidité du budget national qui a connu une légère augmentation en 2023. Il s'établit en recettes et dépenses à 1 957,9 milliards de francs CFA, contre 1 875,8 milliards dans la Loi de finances rectificative 2022. Cela traduit une hausse de 4,4 %. Au premier trimestre de l'année, le montant total des dépenses dans ce budget s'élevait déjà à 451,53 milliards de francs CFA, soit 23,11 % de la prévision annuelle. Il faut comprendre par là un accroissement des dépenses, ce qui reflète les efforts indéfectibles du gouvernement pour tendre la main aux populations.

**Attipoe Edem Kodjo**

# LES RÉFORMES

durable qui est en passe de se réaliser, selon les ambitions affichées par

des finances publiques, l'agriculture, la santé, l'éducation, le

ainsi qu'un maintien du cadre macroéconomique et budgétaire sain. Ce sont



**PIA**  
PLATEFORME INDUSTRIELLE D'ADÉTIKOPÉ  
— TOGO —

Une zone industrielle de pointe, au service de l'industrialisation togolaise

FRENCH CERT  
ISO CERTIFIED



[www.pia-togo.com](http://www.pia-togo.com)

## COP 30

## « Nous avons déjà suffisamment négocié... désormais, le monde veut des solutions »

Réunis virtuellement il y a quelques jours, à l'initiative du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (Onu), António Guterres, et du président brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva, des chefs d'État et de gouvernement ont tenté de raviver l'élan politique en faveur du climat, à l'approche de la prochaine Conférence des Nations unies (COP30), prévue en novembre 2025 au Brésil.

Contributions déterminées au niveau national (CDN). Le chef de l'Onu a notamment salué l'engagement pris par la Chine, par la voix du président Xi Jinping, d'inclure dans sa prochaine CDN l'ensemble des secteurs économiques et tous les types de gaz à effet de serre. Une clarification

de 2015 sur le climat, l'un des principaux cadres de l'action climatique, qui vise à maintenir la hausse des températures bien en dessous de 2°C et, si possible, à 1,5°C ; les projections de réchauffement global ont été révisées à la baisse. Initialement prévues à plus

brésilien, les dirigeants de l'Angola, de la Barbade, des Îles Marshall, de la Turquie et du Vietnam, pour ne citer que quelques-uns, étaient également présents.

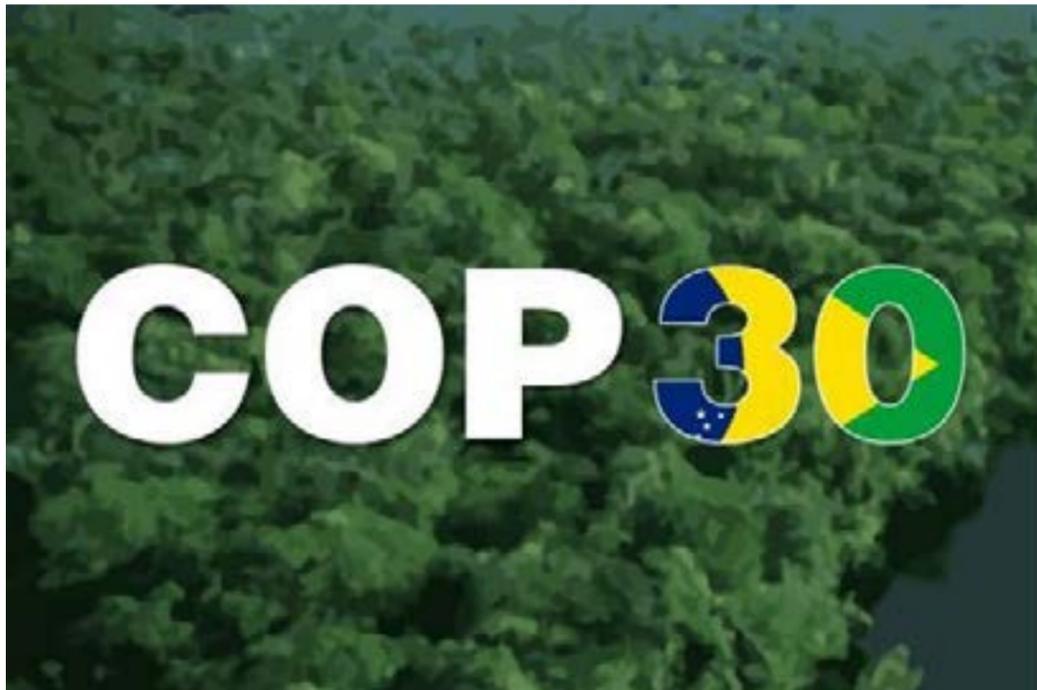
Cette rencontre visait à rappeler que la question climatique demeure une priorité, et que la collaboration et le multilatéralisme conservent toute leur importance. Un responsable brésilien ayant participé à la réunion a quant à lui souligné que la COP 30, qui se tiendra à Belém, dans le nord du pays, marquera un tournant vers « la mise en œuvre, la transparence et la réalisation concrète des engagements ». « Nous avons déjà suffisamment négocié... désormais, le monde veut des résultats, des exemples, des solutions », a-t-il dit.

Selon lui, il est essentiel de démontrer que le multilatéralisme peut se traduire par des

effets du dérèglement climatique tout en étant les moins responsables des émissions mondiales.

« L'Afrique et d'autres régions du Sud connaissent un réchauffement plus rapide, et les îles du Pacifique subissent une montée des eaux plus rapide, alors même que la moyenne mondiale s'accélère », a-t-il alerté. Il a exhorté les pays riches à proposer une feuille de route crédible pour mobiliser 1 300 milliards de dollars par an d'ici 2035 au profit des pays en développement, à doubler les financements pour l'adaptation dans le but d'atteindre 40 milliards de dollars par an dès 2025, et à alimenter le nouveau Fonds pour les pertes et dommages liés au dérèglement climatique, établi lors de la COP28.

Enfin, le secrétaire général de l'Onu a annoncé l'organisation en septembre



La rencontre était organisée à huis clos, et rassemblait un éventail représentatif de 17 nations, allant des grandes puissances économiques mondiales aux États les plus affectés par le changement climatique, en passant par des représentants régionaux de l'Union européenne, de l'Union africaine et de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est.

Qualifiant ce sommet de haut niveau de « réunion la plus inclusive de dirigeants nationaux, exclusivement consacrée au climat depuis longtemps », M. Guterres a insisté sur la dynamique unificatrice de l'événement. « Comme nous l'avons entendu aujourd'hui, le monde avance ; À toute vitesse. Aucun groupe ni gouvernement ne peut arrêter la révolution des énergies propres », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse organisée dans la foulée.

Selon António Guterres, de nombreux dirigeants ont annoncé leur intention de soumettre dans les meilleurs délais de nouveaux plans climatiques nationaux ambitieux ; les

qu'il a jugée « extrêmement importante » pour l'action climatique.

Ces nouvelles promesses, a-t-il estimé, représentent une « opportunité vitale de tracer une voie audacieuse pour la prochaine décennie » et surtout, d'« accélérer une transition juste des combustibles fossiles vers les énergies renouvelables » à l'approche de la COP 30. Le secrétaire général des Nations unies a également présenté la transition énergétique comme un levier économique global. « La production d'énergies renouvelables est l'opportunité économique du siècle », a-t-il affirmé, y voyant « la voie de sortie de l'enfer climatique ».

Face à la chute des prix des énergies renouvelables, un secteur en plein essor, créateur d'emplois et source de croissance, M. Guterres a souligné que ces technologies constituent désormais « la voie la plus sûre vers la souveraineté énergétique, la sécurité énergétique et la fin de la dépendance à des importations de combustibles fossiles volatiles et coûteuses ». Depuis l'Accord de Paris

de 4°C d'ici la fin du siècle, ces dernières devraient s'élever à environ 2,6°C, si les engagements actuels sont respectés.

Il s'agit là d'un progrès notable, mais encore insuffisant pour atteindre l'objectif fixé dans la capitale française il y a quelques années. D'ailleurs, le président, Emmanuel Macron, a participé à la réunion dont il est question dans cet article. Le chef de l'Onu a ainsi réitéré son appel à des plans nationaux compatibles avec des cibles claires, couvrant l'ensemble des gaz à effet de serre et des secteurs économiques, avec pour objectif d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050.

Un haut responsable onusien, s'exprimant sous couvert de l'anonymat, a précisé que cette réunion s'inscrivait dans une « stratégie de mobilisation politique » continue, alors que s'annonce une année décisive pour la lutte contre le changement climatique. « Le groupe d'invités était restreint mais représentatif », a indiqué ce responsable. Outre les chefs d'État français, chinois et



Le secrétaire général de l'Onu et son entourage

effets tangibles. « Nous voulons prouver que le multilatéralisme ne consiste pas seulement à négocier des documents, mais aussi à les rendre réels », a-t-il déclaré. M. Guterres a par ailleurs insisté sur

prochain d'un événement de haut niveau aux Nations unies pour faire le point sur les avancées climatiques et les financements. Son message est sans équivoque : « Nous ne pouvons pas, nous ne



Aperçu des dirigeants en ligne, notamment le président brésilien

l'urgence d'apporter un soutien renforcé aux pays en développement, qui subissent de manière disproportionnée les

devons pas, et nous ne renoncerons pas à l'action climatique ».

**Edem Dadzie**

## RDC/ Politique

## Le FCC alerte : « On tente de faire tomber Joseph Kabila par la ruse politique »

Accusé de collusion avec les rebelles du M23, l'ancien président congolais Joseph Kabila est visé par une demande de levée d'immunité. En réponse, sa plateforme politique, le Front Commun pour le Congo (FCC), dénonce une manœuvre politique destinée à l'écarter de la scène nationale.

Alors que le Sénat congolais examine une requête visant à lever l'immunité parlementaire de Joseph Kabila, le FCC monte au créneau. Dans une déclaration rendue publique samedi 3 mai, la coalition de l'ancien président dénonce une violation flagrante de la Constitution et un dangereux précédent pour la démocratie congolaise.

Le FCC estime que toute poursuite à l'encontre de Joseph Kabila - sénateur à vie en vertu de son statut d'ancien chef de l'État - devrait obéir aux règles les plus strictes prévues par la Constitution. Il rappelle qu'un tel acte requiert l'approbation des deux tiers du Parlement réuni en Congrès, à l'instar d'une procédure visant un président en exercice. Pour les partisans de Kabila, cette requête n'est rien d'autre qu'un « coup



politique », motivé non par des faits probants, mais par la volonté de ternir l'image d'un homme qui, selon eux, « incarne encore une certaine sagesse d'État » depuis son départ du pouvoir en 2018. « On cherche à faire chuter un symbole de stabilité pour détourner l'opinion des véritables crises du pays », martèle un cadre du FCC.

La plateforme politique voit également un lien direct entre cette initiative judiciaire et l'annonce récente du retour de Joseph Kabila en RDC, après plusieurs mois d'absence que ses proches qualifient d'« exil forcé ». Un retour perçu comme une menace par le pouvoir, qui tenterait selon le FCC de désamorcer tout

regain d'influence de l'ancien président dans le paysage politique. « Alors que l'Est du pays continue de souffrir d'une insécurité endémique, le pouvoir préfère ouvrir de nouveaux fronts de tensions internes », dénonce encore le communiqué, qui évoque une « diversion orchestrée ».

Le FCC appelle la population à la vigilance et à la mobilisation pour défendre « l'État de droit, les libertés publiques et la stabilité institutionnelle ». Une mise en garde qui laisse entrevoir un climat politique plus tendu à mesure que se dessinent les ambitions et les lignes de fracture de la scène congolaise.

T.M.

## Mali/Politique

## Des partis politiques dans la rue pour défendre la démocratie face à la junte d'Assimi Goïta

Dans un climat politique de plus en plus tendu, une large coalition de partis politiques maliens a bravé la peur et la répression pour faire entendre sa voix. Le samedi 3 mai, plusieurs centaines de manifestants se sont réunis devant le Palais de la culture de Bamako pour dire non à ce qu'ils considèrent comme une dérive autoritaire du pouvoir militaire en place.

« Vive la démocratie, à bas la dictature ! », scandaient les protestataires, pancartes en main, appelant à un retour rapide à l'ordre constitutionnel et à la tenue d'élections libres. Cette mobilisation, à l'initiative de près d'une centaine de partis politiques, intervient quelques jours seulement après l'annonce par les autorités de l'abrogation de la loi encadrant le fonctionnement des partis, une décision que de nombreux juristes interprètent comme un prélude à leur dissolution pure et simple.

Le rassemblement, initialement prévu dans l'enceinte du Palais de la culture, a finalement eu lieu à l'extérieur, sous

surveillance étroite des forces de sécurité. Une trentaine de partisans de la junte ont tenté de perturber la manifestation, sans succès. Malgré les risques de représailles dans un contexte où les voix dissidentes sont de plus en plus muselées, les participants ont tenu à marquer leur opposition à ce qu'ils qualifient de confiscation du pouvoir. Dans une déclaration ferme rendue publique après la manifestation, la coalition a exigé « la fin effective de la transition politico-militaire au plus tard le 31 décembre 2025 » et rejeté les conclusions des concertations organisées les 28 et 29 avril à Bamako. Ces assises, largement boycottées par l'opposition, ont recommandé la suppression des partis politiques et la proclamation du chef de la junte, le général Assimi Goïta, en tant que président de la République pour un mandat de cinq ans, sans passer par les urnes.

Depuis les deux coups d'État successifs de 2020 et 2021, l'opposition malienne n'a cessé de perdre du terrain. Dissolutions de structures, poursuites judiciaires ciblées, intimidations et propagande pro-régime ont contribué à affaiblir ses rangs. Mais avec cette manifestation, les partis tentent un sursaut démocratique, dans un pays où le multipartisme, les libertés d'association et d'expression sont pourtant garantis par la Constitution de 1992, reconduits dans la nouvelle loi fondamentale adoptée en 2023 par la même junte.

« Nous condamnons fermement toute tentative de restriction, de suspension ou de dissolution des partis politiques », a martelé la coalition dans son communiqué. Elle considère les recommandations de la concertation comme « nulles et non avenues » et appelle à la mobilisation citoyenne pour défendre les acquis démocratiques chèrement obtenus.

T.M.

## Gabon/Politique

## Brice Clotaire Oligui Nguema officiellement investi président de la 5e République

Sous les acclamations de près de 40 000 personnes rassemblées au stade d'Angondjé, et en présence d'une quinzaine de chefs d'État africains, Brice Clotaire Oligui Nguema a prêté serment en tant que président de la Ve République gabonaise. Vainqueur de l'élection présidentielle du 12 avril avec un score sans appel, l'ancien président de la transition succède ainsi à lui-même, devenant le premier chef d'État élu depuis la chute d'Ali Bongo en août 2023.

Dans une mise en scène symbolique et solennelle, le président nouvellement élu est arrivé à bord d'un véhicule décapotable, saluant la foule avant de jurer, devant la Cour constitutionnelle, de « respecter et défendre fidèlement la Constitution et l'État de droit ». À l'issue de cette prestation de serment, il a reçu les attributs de la fonction présidentielle, dont le collier de grand maître

des ordres nationaux et une torche symbolisant la « lumière, l'espoir et la responsabilité partagée ».

Alors que Libreville faisait face à une coupure



Oligui Nguema prêtant serment

d'électricité au moment même de la cérémonie, le nouveau président a rappelé, dans un discours offensif, ses priorités pour le quinquennat à venir : reconstruction des infrastructures, diversification de l'économie, lutte contre le chômage des jeunes et

transformation locale des ressources naturelles. Il a également promis de combattre sans relâche « l'impunité, la corruption, la cupidité, le laxisme et la paresse », dans une volonté affichée de rompre avec les pratiques du passé.

« Le chemin qui conduit à l'essor vers la félicité sera long, mais avec le travail, la discipline, l'effort [...], nous déplacerons les montagnes », a déclaré Brice Oligui Nguema.

La cérémonie s'est achevée sur un défilé militaire et une démonstration aérienne de parachutistes, renforçant l'image d'un pouvoir à la fois régalién et proche du peuple. Parmi les invités de marque, la présence remarquée du président sénégalais Bassirou Diomaye Faye, largement applaudi par les

spectateurs.

Fidèle à ses engagements pris pendant la transition, le président Oligui Nguema a profité de cette cérémonie pour dévoiler le calendrier électoral à venir. Les élections législatives et locales sont prévues pour les 27 septembre et 11 octobre, suivies par les élections sénatoriales. La transition, amorcée en août 2023, s'achèvera le 23 décembre prochain, avec la prestation de serment de la nouvelle Cour constitutionnelle.

Malgré l'ambiance festive et le soutien populaire affiché, certaines voix appellent à la vigilance. « Il ne faut pas qu'il nous trahisse en devenant dictateur. Il faut qu'il continue à faire ce qu'il a commencé : c'est ce qu'on attend de lui », confie un spectateur au micro de RFI.

T.M.

ETUDE DE Me André T. SAMA BOTCHO

Huissier de Justice Actes Judiciaires et Extrajudiciaires Administrateur des Biens Vente - Recouvrement de Créances Gérance d'Immeubles

2 ORIGINAL

PROCES-VERBAL DE RECHERCHES INFRUCTUEUSES

L'an deux mille vingt-cinq Et le jeudi vingt-quatre (24) avril :

A la requête de la Société Lomé Container Terminal (L C T) S.A. sise au Bd du Mono, rond-point Foyer des Marins, Zone Portuaire, 09 BP 9103, Lomé -Togo, Tél : (228) 22 53 70 00, représentée par son Directeur Général, Monsieur Tim VANCAMPEN, agissant es qualité et faisant élction de domicile au siège de ladite société :

Lequel requiert notre Ministère afin de signifier à Monsieur ZALA Yawovi Mawusi, conducteur de camion semi-remorques à LCT SA, matricule, 906, zone portuaire, demeurant et domicilié à Lomé, Tél : 92 10 34 98,

L'original de la lettre N/Réf : 207/LCT/BDO/KAK/TVA/ 2025 en date, à Lomé, du 10 avril 2025, signée par Monsieur le Directeur Général de la Société Lomé Container Terminal (LCT) SA, Monsieur Tim VANCAMPEN, dont l'objet est : « Mise en demeure de reprendre votre poste ».

Lettre commençant par : « Il nous a été donné de constater que depuis le 13 décembre 2024, vous ne vous présentez plus à votre poste de travail et ce, sans aucun justificatif... » et se terminant par : « ...Recevez, Monsieur, nos salutations. »

REFERANT A CETTE REQUISITION :

Mons. André T. SAMA BOTCHO, Huissier de Justice près le Cour d'Appel de TOGO et le Tribunal de Grande Instance de Lomé y demeurant Au des Evéas, 1er ven à droite après le Feu Tricolore de Djigbé, Immeuble KOUNOUBÉ, 1er Etage Soussigné

Avons préparé l'acte de signification de la lettre N/Réf : 207/LCT/BDO/KAK/TVA/ 2025 le 11 avril 2025 :

Que ne connaissant pas le domicile de Monsieur ZALA Yawovi Mawusi et ne connaissant personne pouvant nous y conduire, nous avons donc tenté, à plusieurs reprises, de le joindre, par téléphone, sur le 90 93 17 38, mais le numéro est demeuré inaccessible jusqu'à ce jour du jeudi 24 avril 2025 :

Avenue des Evéas, en allant vers Lamigan, 1er ven, à droite, après le Feu Tricolore de Djigbé, Immeuble KOUNOUBÉ, 1er Etage. Compte U/B N°010247135802100-96/Compte ECOBANK N° 7020151403997901 ; 07 B.P. : 14435 - Lomé 07, Tél. 90 92 32 25/ 22 53 58 84 ; N. L. F. : 100072449

Diligence • Probité • Satisfaction

Que ne connaissant pas de numéro de la personne à prévenir en cas de nécessité, nous avons essayé de le joindre via WhatsApp ;

Que nous avons constaté que Monsieur ZALA Yawovi Mawusi reçoit les messages que nous lui envoyons via WhatsApp, mais nous n'avons pas de réponse de sa part ;

Que nos appels WhatsApp sont restés aussi sans réponse ;

Qu'en définitive, ne connaissant ni le domicile, ni la résidence actuelle de Monsieur ZALA Yawovi Mawusi, ne pouvant pas le joindre par appel direct et ne répondant pas à nos messages et appels WhatsApp, nous avons dû dresser le présent procès-verbal de recherches infructueuses à toutes fins utiles ;

Que la copie de notre acte de signification de la lettre est annexée au présent procès-verbal;

Et de tout ce qui précède, nous, Huissier de justice susdit et soussigné, avons dressé le présent procès-verbal de recherches infructueuses pour servir et valoir ce que de droit ;

Coût de l'exploit .....40.000F CFA.

Signature et sceau de l'huissier André T. Sama Botcho.



SIGNIFICATION DE LETTRE N/Réf : 207/LCT/BDO/KAK/TVA/ 2025

COPIE

L'an deux mille vingt-cinq Et le jeudi vingt-quatre avril ;

A la requête de la Société Lomé Container Terminal (L C T) S.A. sise au Bd du Mono, rond-point Foyer des Marins, Zone Portuaire, 09 BP 9103, Lomé -Togo, Tél : (228) 22 53 70 00, représentée par son Directeur Général, agissant es qualité et faisant élction de domicile au siège de ladite société :



Mons. André T. SAMA BOTCHO, Huissier de Justice près le Cour d'Appel de TOGO et le Tribunal de Grande Instance de Lomé y demeurant Au des Evéas, 1er ven à droite après le Feu Tricolore de Djigbé, Immeuble KOUNOUBÉ, 1er Etage Soussigné

Avons signifié et en-tête des présentes laissé à :

Monsieur ZALA Yawovi Mawusi, conducteur de camion semi-remorques à LCT SA, matricule, 906, zone portuaire, demeurant et domicilié à Lomé, Tél : 92 10 34 98, à son bureau, ou à son domicile, où étant et parlant à : Etant inaccessible, par appel téléphonique sur son numéro indiqué ci-dessus depuis le 11 avril 2025 jusqu'à ce jour, nous lui avons déposé l'acte via WhatsApp. ci-jointe, la capture d'écran de nos messages et appels WhatsApp auxquels il n'a pas répondu

L'original de la lettre N/Réf : 207/LCT/BDO/KAK/TVA/ 2025 en date, à Lomé, du 10 avril 2025, signée par Monsieur le Directeur Général de la Société Lomé Container Terminal (LCT) SA, Monsieur Tim VANCAMPEN, dont l'objet est : « Mise en demeure de reprendre votre poste ».

Lettre commençant par : « Il nous a été donné de constater que depuis le 13 décembre 2024, vous ne vous présentez plus à votre poste de travail et ce, sans aucun justificatif... » et se terminant par : « ...Recevez, Monsieur, nos salutations. »

La Présente signification est faite à toutes fins utiles que de droit ;

SOUS TOUTES RESERVES, A CE QU'IL N'EN IGNORE ;

Et nous lui avons, étant et parlant comme ci-dessus, remis et laissé tant l'original de la lettre ci-dessus indiquée que copie du présent exploit dont le coût est de trente-et-un mille (31.000) Francs CFA.

Signature et sceau de l'huissier André T. Sama Botcho.

LCT Lomé Container Terminal S.A.

WEP: 1000140886 BODM: Lomé 2008 à 2184 0989103 Lomé - 7000 Tél: (+228) 22 53 70 00 (+228) 22 53 70 25

Lomé, le 10 avril 2025

A

Monsieur ZALA Yawovi Mawusi, Conducteur de camions semi-remorques. Matricule: 906 Tél: 92 10 34 98 Lomé-Togo.

N/Réf. : 207/LCT/BDO/KAK/TVA/2025.

Objet : Mise en demeure de reprendre votre poste

Monsieur,

Il nous a été donné de constater que depuis le 13 décembre 2024, vous ne vous présentez plus à votre poste de travail et ce, sans aucun justificatif.

Par le présent, nous venons vous mettre en demeure de reprendre votre poste impérativement le 09 mai 2025 à 08h 00' ou de nous faire parvenir dans les quarante-huit (48) heures à compter de la réception de la présente, les éléments justifiant cette absence prolongée.

Au cas où vous ne vous conformez pas à l'une de ces injonctions, une décision sera prise à votre rencontre.

Recevez, Monsieur, nos salutations.

Le Directeur Général

Signature et sceau de Tim Vancampen, Directeur Général de LCT.



En un clic,  
payez votre  
**TVM**  
par



sur l'application  
**OTR TVM**  
Disponible sur Google Play



**OTR**  
UNION TOGOLAISE DES RÉSIDENTS

FEDERER POUR BATIR  
www.otr.tg



**CORIS MONEY**  
Simple et cool !



**CEET**



**TdE**  
SOCIETE TOGOLAISE DES EAUX

# PROMO CORIS MONEY DÈS LE 1<sup>ER</sup> MAI

**PAYEZ VOS  
FACTURES**

**FRAIS DE  
RETRAIT**

**CEET  
CASH  
POWER  
TDE**



Disponible gratuitement sur



CENTRE D'APPEL : 8283

**SIMPLE & COOL**

par